



## DAVID LLOYD GEORGE, L'HOMME AUX DEUX VISAGES HÉROS ET/OU TRAITRE ?

STÉPHANIE BORY

*Université Jean Moulin-Lyon 3*

La victoire en avril 1890, lors d'une élection partielle, d'un jeune avocat gallois dans la circonscription de Caernarvon Boroughs, ne suscite guère l'intérêt des observateurs de la vie politique de l'époque. Elle ne vient en effet que confirmer la montée du Parti libéral. Le candidat lui-même, un jeune inconnu du nom de David Lloyd George, est même considéré comme « a second-rate county attorney » [A.C. Humphreys-Owen to Stuart Rendel, 19-08-1888, National Library of Wales, Rendel Papers XIV : 496] qui va certainement perdre son siège dès les prochaines élections. Réélu à 13 reprises, David Lloyd George (DLG) va pourtant dominer la scène politique britannique pendant près de 40 ans, conservant son siège pendant 55 ans. Surnommé « the Welsh Wizard », il accède à la fonction suprême de Premier ministre en 1916 pour six ans. Winston Churchill lui-même déclare, lors de l'hommage qui lui est rendu à la Chambre des Communes en mars 1945 :

When the British history of the first quarter of the twentieth century is written, it will be seen how great a part of our fortunes in peace or in war were shaped by this one man.

De même, dans un sondage réalisé en 1999, des historiens classent David Lloyd George deuxième Premier ministre exceptionnel du XX<sup>e</sup> siècle, juste après Winston Churchill.

Figure controversée, il connaît cependant une carrière en deux temps dans la mesure où sa réputation passe de celle de héros à celle de traître : homme du peuple et vainqueur de la guerre jusqu'en 1920, il devient un bouc émissaire, voire un dictateur responsable du déclin de son propre parti par la suite. L'historiographie reste partagée à son sujet puisque DLG est vivement critiqué de son vivant, avant d'être reconsidéré, voire réhabilité, à partir des années 1960, notamment après l'ouverture en 1967 du Fonds Lloyd George à la *Beaverbrook Library* par A.J.P. Taylor, ce qu'indique

Kenneth O. Morgan dans un article publié en 2011 dans un numéro consacré au Parti libéral par la Revue Française de Civilisation Britannique et intitulé « Asquith and Lloyd George : Architects or Assassins ? » :

Most of the literature on later Liberalism came from Asquithian authors and politicians, and they made Lloyd George, 'the little Welsh attorney' from a rural cottage rather than the quadrangles of Balliol, a universal scapegoat, a man who conspired against his own leader and party, who allied with the Tory enemy, who sold titles and maintained his own massive party fund and became a distrusted figure throughout the political world. [MORGAN 2011 : 123]

Comment expliquer un tel revirement d'opinion ? DLG est-il un héros ou un traître à la cause ? Peut-il être considéré seul responsable de la destinée du Parti libéral ?

David Lloyd George est avant toute chose un homme profondément marqué par ses origines, qui fut cependant jugé par ses pairs et par l'histoire, à la fois traître et bouc émissaire. N'est-il pas finalement simplement une figure exceptionnelle ?

### **1. David Lloyd George, un homme profondément marqué par ses origines**

Né près de Manchester, DLG est élevé et éduqué près de Caernarvon, dans le Nord du pays de Galles, par son oncle, Richard Lloyd, artisan cordonnier, qui l'a façonné et influencé. Celui-ci participe en effet régulièrement au « village parlement », club local où les habitants peuvent débattre de tout, et regarde la politique comme un service public permettant d'améliorer le quotidien des gens. Il ne faut certes pas considérer DLG comme un pur produit des communautés non-conformistes du nord du pays de Galles, mais il est marqué par son environnement, attachant une grande importance à l'esprit gallois, à la communauté, la langue et la religion. En tant qu'avocat, il défend les valeurs rurales et s'efforce de vaincre les vestiges de l'ordre aristocratique, ce qui correspond à l'une des missions des libéraux. Il acquiert une certaine notoriété lorsqu'il remporte l'affaire de Llanfrothen, surnommée « the burial case », dans laquelle il représente brillamment les intérêts de non-conformistes qui ont eu l'audace d'enterrer leurs morts dans le cimetière local, réservé aux anglicans. DLG s'identifie donc aux causes galloises de l'époque, telles la réforme agraire ou le désétablissement de l'Église et, dès son arrivée au Parlement, il se concentre sur les questions de sa nation d'origine, parmi lesquelles le *Home Rule*. Les Gallois le soutiennent

pleinement, ce qu'il indique dans un courrier adressé à D.R. Daniel : « I have never had a hand stretched to me from above, but I've had hundreds of zealous and faithful friends pushing me from behind ». Il apporte ainsi en 1895 son soutien à une motion introduite au Parlement en faveur d'assemblées législatives locales en Irlande, en Écosse et au pays de Galles. Il devient rapidement le porte-parole du mouvement *Cymru Fydd* (« Wales of the Future »), association de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en faveur de l'autonomie qui sera victime des dissensions entre le nord et le sud. Mais DLG ne sera pas un nationaliste au sens strict du terme. Il ne réclamera jamais l'indépendance pour le pays de Galles.

Surnommé « The People's David », DLG est donc un homme du peuple, ce qu'il aime à rappeler, ainsi dans son discours sur le budget de 1909 prononcé à Limehouse le 30 juillet de la même année : « I am one of the children of the people » [Lawrence BUTLER & Harriet JONES 1994 : 138]. Il insiste souvent sur le fait qu'il comprend les aspirations populaires, étant lui-même d'origine modeste, ce qui n'est pas tout à fait le cas. Les valeurs qu'il incarne rappellent celles du Nouveau libéralisme.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, plusieurs membres du Parti libéral ont le sentiment que le libéralisme doit se réinventer, ou tout du moins se redéfinir dans la mesure où la plupart des combats menés au cours du siècle précédent, notamment celui pour les libertés politiques et individuelles, ont été remportés ou sont sur le point de l'être. En revanche, en ce qui concerne les libertés économiques et la justice sociale, tout reste à faire. Il s'avère alors nécessaire de repenser deux des piliers de l'idéologie libérale : la politique fiscale, tout d'abord, qui devra être revue pour financer les réformes sociales, puis le rôle de l'état chargé de réguler l'industrie et les relations avec les syndicats. Une telle approche est soutenue par de jeunes députés libéraux, à l'instar de Winston Churchill, Charles Trevelyan ou Christopher Addison. DLG, secondé par Churchill, devient l'incarnation des préceptes du Nouveau libéralisme dans le cadre des différentes fonctions qu'il occupe entre 1905 et 1922, en tant que président du *Board of Trade* dans un premier temps, puis chancelier de l'Échiquier ensuite, et enfin Premier ministre. Il est parfaitement conscient que son parti doit introduire de profondes réformes pour garantir la justice sociale qu'il défend. Il lance à ce sujet un avertissement lors de la victoire de 1905 :

If at the end of an average term of office it were found that the present Parliament had done nothing to cope seriously with the social condition of the people, to remove the national degradations of slums and widespread poverty and destitution in a land glittering with wealth, and if they do not provide an honourable sustenance for deserving old age, if they tamely allow the House of Lords to extract

all virtue out of their bills, so that when the Liberal statute book is produced it is simply a bundle of sapless leg faggots fit only for the fire—then a new cry will arise for a land with a new party, and many of us will join in that cry. [GRIGG 1997 : 113]

Apparaissent dans cette citation les réformes à venir : dans le domaine de la santé, de l'éducation, et, bien sûr, l'introduction des nouvelles mesures sociales (*Old Age Pensions Act* 1908, *Parliament Act* 1911, *National Insurance Act* 1911) que seul DLG pouvait mener selon certains historiens comme Hugh Purcell.

En ce qui concerne la politique fiscale, tout d'abord, il ne s'agit pas de rompre totalement avec la tradition libérale, mais plutôt de différencier les revenus gagnés à la sueur de son front des autres revenus, afin de peser sur cette deuxième catégorie tout en favorisant la première. Le Parti libéral devient donc celui qui fait la richesse et combat les « parasites », notamment les propriétaires terriens, défendus, quant à eux, par les conservateurs. DLG n'a cessé d'attaquer ces propriétaires et, dans son budget de 1909, utilise la fiscalité comme un instrument majeur de la réforme sociale. Lors des discours qu'il prononce dans tout le pays pour défendre son projet, il est très virulent à leur égard. L'impôt sur la propriété foncière lui tiendra à cœur tout au long de sa vie.

En outre, l'intervention de l'état dans l'économie devient un levier nécessaire pour rétablir la justice sociale, ce qui va à l'encontre des principes de Gladstone et de l'idée de « Retrenchment ». Cette politique consistait à éviter les dépenses publiques excessives et à pratiquer la prudence en matière financière. L'état, dans cette optique, jouait donc un rôle minimum. DLG pense, au contraire, que la pauvreté populaire et les mauvaises conditions de vie des Britanniques résultent des dysfonctionnements de l'économie. Il est alors nécessaire de les prendre en compte, ce qui constitue l'un des principes essentiels du Nouveau libéralisme. L'objectif ultime reste le même, mais les moyens déployés pour l'atteindre changent. C'est pourquoi il prône le renforcement de l'intervention de l'état, dans différents domaines, notamment, à titre d'exemple, celui de l'éducation.

Au cours d'un débat au sein du Parlement en 1902, DLG déclare qu'il existe 12 000 écoles anglicanes au pays de Galles, mais que la moitié des élèves, soit un million d'enfants, sont non-conformistes ! Il demande alors qu'éducation et religion soient séparées. Son gouvernement obtient en décembre 1918 l'adoption du *Fisher Education Act*, du nom du nouveau président du *Board of Education*, l'ancien président d'université H.A.L. Fisher. Ce texte de loi rend l'école obligatoire jusqu'à 14 ans et introduit le

premier examen national britannique, le *School Certificate*, ancêtre du GCSE. Il investit aussi massivement dans l'enseignement secondaire si bien que, au cours de son mandat, le nombre d'adolescents poursuivant leur scolarité après 14 ans progresse de 30 000 à 600 000.

DLG semble donc se positionner comme le trait d'union entre l'Ancien et le Nouveau libéralisme, ce que souligne Kenneth O. Morgan dans l'ouvrage qu'il lui consacre, *The Age of Lloyd George* :

No one illustrated better the possible harmony between the Old Liberalism and the New than did the new President of the Board of Trade, David Lloyd George. He had been in the van of the fight for the old causes. [...] Yet the demands of Welsh radicals had long envisaged state intervention in a variety of spheres. [MORGAN 1978 : 37]

Il devrait ainsi être considéré comme un héros, comme celui qui a permis au Parti libéral de se moderniser. Pourtant, à partir des années 1920, DLG, considéré comme un traître et un opportuniste, est hué, conspué par les membres de son propre parti, comparé par John Campbell dans son ouvrage *Lloyd George, The Goat in the Wilderness 1922-1931*, à un bouc broutant à tous les râteliers. D'où la question : est-il réellement un traître ou seulement un bouc émissaire ?

## 2. David Lloyd George, traître ou bouc émissaire ?

DLG est tout d'abord fréquemment accusé de trahison idéologique, en d'autres termes d'avoir trahi les principes du libéralisme, en premier lieu le pacifisme traditionnel du parti, parti de la liberté. Il se voit en effet obligé d'introduire dès 1914 le *Defence of the Realm Act*, renforcé par la suite, puis, en mai 1916, la conscription mais il prend une telle décision par nécessité et non par principe. Il doit s'adapter aux circonstances et se révèle ainsi un homme pragmatique. La question divise cependant le Parti libéral qui considère la politique menée par DLG comme une trahison ; ainsi un article publié en janvier 1916 dans *The Nation*, périodique libéral, évoque : « a wanton breach with historic Liberalism, [...] with it that great movement practically comes to an end » [PACKER 2006 : 64]. Une fois la guerre terminée, DLG est à nouveau accusé de trahison, mais il indique trois mesures adoptées malgré le conflit mondial et consolidant sa réputation de libéral radical : le *Education Act 1918*, précédemment cité, le *Representation of the People Act 1918*, qui triple le nombre d'électeurs en Grande-Bretagne en accordant le droit de vote à tous les hommes et à une partie des femmes, et

le *Housing and Town Planning Act 1919*. Pour se défendre, il ajoute dans un courrier adressé après sa démission à C.P. Scott du *Guardian* :

I cannot accept that I am a traitor to Liberalism. As a matter of fact the record of Liberal measures is a fine one—the greatest measure of Irish self-government, a very great measure of franchise extension, a not insignificant measure of land reform, a remarkable temperance measure, an important international agreement as to disarmament.  
[ROWLAND 1976 : 585]

Pragmatique, DLG doit s'adapter au contexte dans lequel il dirige le pays. Il est toutefois également accusé de trahison politique.

DLG est accusé d'avoir privilégié ses intérêts personnels, au détriment de ceux de son parti. Le premier sujet de discorde est d'ordre financier puisque pèsent sur DLG de lourds soupçons de malversations financières. N'ayant pas accès aux organes du parti, il décide de constituer sa propre réserve de trésorerie, le fameux *Lloyd George Fund*, qu'il refusera longtemps de restituer aux institutions libérales. L'origine de ce *Fund* est douteuse et la décision de vendre des titres pour financer la campagne de 1918 est très mal acceptée par les cadres traditionalistes du parti : 10 000 livres sterling pour un titre de chevalier, 30 000 pour celui de baron ou 50 000 pour devenir lord ! Le Parti libéral, généralement considéré comme le parti de la moralité, devient associé à des manœuvres de corruption. Répondant aux critiques sur ce scandale surnommé « Honours scandal », DLG répond qu'il vaut mieux vendre des titres que des politiques ! En outre, son attitude au moment des élections de 1918 contribue à renforcer les dissensions au sein du parti : il est incapable de s'entendre avec Asquith, et réciproquement, si bien que cette animosité mutuelle empêche les deux hommes de trouver un accord et de rassembler les forces du Parti libéral dans la campagne électorale. Depuis 1916 et l'accession de DLG à la fonction de Premier ministre, le parti est divisé en deux factions. Les partisans d'Asquith, d'une part, siègent sur les bancs de l'Opposition tout en conservant leur propre *Chief Whip*, John Gulland, et en bénéficiant du soutien de la *National Liberal Association*. Ceux de DLG, surnommés « Coalition Liberals », d'autre part, soutiennent le gouvernement en place et profitent de l'action d'un *Coalition Liberal Chief Whip*, « Freddie » Guest. DLG devient également propriétaire du *Daily Chronicle*, qui se positionne comme un concurrent de la presse libérale généralement acquise à la cause d'Asquith. Néanmoins, les deux factions parviennent à s'entendre jusqu'à la fin de la guerre, en partie grâce à la neutralité d'Asquith, trop fier et borné pour accepter de collaborer avec son rival. Seulement, c'est cette attitude du leader du Parti libéral qui serait,

selon Paul Adelman, s'appuyant sur son analyse de l'historiographie récente, à l'origine de la division du parti :

Asquith's pride and stubbornness thereafter made him refuse every offer to join Lloyd George's government, and it is this that led to his condemnation by many recent historians as the man who bears the major responsibility for splitting the Liberal Party. [ADELMAN 1995 : 23]

Adelman se réfère aux travaux de John Grigg, Martin Pugh ou encore G.R. Searle qui ont étudié à la fin du XX<sup>e</sup> siècle la destinée du Parti libéral, ou, plus particulièrement la carrière de DLG. Lors des débats au Parlement, Asquith ne peut se résoudre à voter contre le gouvernement de DLG si bien que les partisans du leader du parti sont totalement désorientés, ce que souligne Trevor Wilson dans son ouvrage *The Downfall of the Liberal Party 1914-1935* :

Asquith decided to occupy a political no-man's-land; where he was neither quite attacking nor quite supporting the Prime Minister. [...] As the price of avoiding a severance between the two sections of Liberals, Asquith doomed his party to impotence. [WILSON 1966 : 135]

Asquith peut donc tout autant être tenu pour responsable du déclin et de la perte de crédibilité du Parti libéral. Tout comme il est difficile pour Asquith de collaborer avec DLG, il est impensable, aux yeux du Premier ministre sortant, de servir Asquith après les années de guerre, dans la mesure où ce sont DLG et ses partisans qui récoltent les fruits de la victoire. C'est pourquoi celui-ci avance un argument supposé convaincant : il est absolument nécessaire de poursuivre la coalition pendant la phase de reconstruction qui suit les années de guerre totale. Le message est à cet égard parfaitement clair dès les premières lignes du manifeste conjoint intitulé *To the Electors of Great Britain and Ireland : The Election Manifesto of the Coalition Government* que publient DLG et Bonar Law en novembre 1918 :

The Coalition Government, supported by the strenuous and united labours of the whole nation, has now accomplished the gravest portion of its task. [...] Other tasks directly arising out of the war now await our nation, and can only be surmounted by the good sense, the patriotism, and the forbearance of our people. [http://www.conservativemanifesto.com/1918/1918-conservative-manifesto.shtml]

Certes la guerre est finie mais les difficultés liées à la reconstruction ne font que commencer. DLG justifie ainsi la poursuite de la coalition. Pourtant une lecture minutieuse de ce document révèle que ce manifeste de coalition, tout

à fait original par sa nature même, s'avère être davantage celui d'un seul parti, par l'omniprésence de l'idéologie libérale, voire celui d'un seul homme, désireux de préserver sa position à la tête du gouvernement. Les élections de 1918 deviennent, dans ce texte, un véritable vote de confiance à l'égard de celui qui a gagné la guerre :

It is right that the Government, upon whom it devolves in conjunction with our Dominions and our allies to settle the political future of Europe, should be supported by the confidence of the vast body of newly enfranchised citizens. [*Loc. cit.*]

Ces élections originales, surnommées « The Coupon Election » ne seraient-elles qu'une stratégie mise en place par un homme soucieux de se maintenir au pouvoir ? À quel prix ? Ou bien souhaitait-il circonscrire la menace travailliste, comme l'indique John Turner : « The Liberal Party was sacrificed to the need to defeat the Labour movement in a general election » ? [TURNER : 54] Elle lui a certes permis de sauver 133 Libéraux, mais en faisant de lui l'otage des conservateurs, gratifiés de 335 sièges.

Il n'en reste pas moins que DLG se trouve fortement isolé après 1922, à la suite de sa démission de sa fonction de Premier ministre. Il est tenu pour responsable du déclin du Parti libéral, ce que souligne l'historien Robert Skidelsky : « Lloyd George destroyed the Liberal Party ». Les chiffres viennent confirmer de telles accusations puisque le parti compte 270 députés entre 1910 et 1916, mais ne dépassera plus une soixantaine de représentants pour le reste du XX<sup>e</sup> siècle, exception faite des élections de 1923 (159 députés). Simplement, compte tenu du contexte, tous ces reproches sont-ils réellement fondés ? Les décisions prises par DLG ne trouvent-elles pas de justification ? Les réformes introduites auraient-elles pu l'être sans lui, figure exceptionnelle du XX<sup>e</sup> siècle ?

### **3. DLG, une figure exceptionnelle**

DLG est davantage un homme d'action que de principes, choisissant de toujours privilégier les intérêts du pays à ceux de son propre parti. Évoquant le vote victorieux pour le *National Insurance Act* en décembre 1911, Hugh Purcell explique : « Although he relished the party victory, Lloyd George was not at heart a party politician. He was more a dynamic man of action than a party advocate » [PURCELL 2006 : 34]. Il se révèle un homme d'action efficace en période de crise et il doit affronter la plus grave crise de l'histoire, la Première Guerre mondiale. Il a donc besoin du pouvoir, non pour servir ses intérêts personnels, mais pour mettre en place ses réformes. Pour ce



faire, il doit dépasser les clivages partisans afin de régler les sujets de l'époque tels la réforme de la Chambre des Lords, le désétablissement de l'Église ou la question du *Home Rule* en Irlande. Il remporte des victoires sur chacun de ces fronts : le pouvoir de la Chambre des Lords est limité grâce au *Parliament Act* voté dans la douleur en 1911, le désétablissement de l'Église est officialisé au pays de Galles en 1914, même si son application est suspendue au moment de la Première Guerre mondiale, et une partie de l'Irlande obtient son indépendance en 1921. C'est la raison pour laquelle il n'a jamais caché être un adepte de la coalition, et ce dès août 1910 dans un *Memorandum on the Formation of a Coalition* :

This country has gained a good deal from the conflict and rivalry of parties. [...] But I cannot help thinking that the time has arrived for a truce, for bringing the resources of the two parties into joint stock in order to liquidate arrears which, if much longer neglected, may end in national impoverishment, if not insolvency. [MORGAN 1978 : 150]

Utilisant une image économique, il considère que les deux grands partis doivent coopérer pour le bien de la nation et force est de constater que les réformes majeures que DLG a initiées sont adoptées pendant la coalition et en temps de guerre. Il se révèle alors un homme d'exception.

DLG est un personnage unique, difficile à cataloguer, ce que semble indiquer George Dangerfield lorsqu'il insiste, dans son ouvrage *The Strange Death of Liberal England* publié en 1935, sur la difficulté à définir le Parti libéral :

To reduce the Liberal Party to a definition would be like attempting to reduce the glandular contours of a circus Fat Lady by simply talking her thin. It was an irrational mixture of whig aristocrats, industrialists, dissenters, reformers, trade unionists, quacks and Mr Lloyd George. [DANGERFIELD (1966) : 69]

La liste qu'il dresse est en effet totalement irrationnelle, mais ce qui frappe surtout le lecteur, c'est qu'il la termine en citant DLG, et qui plus est en le plaçant après les charlatans, créant ainsi un véritable effet de surprise. DLG se distingue de ses prédécesseurs dès sa prise de fonctions, choisissant par exemple de s'entourer d'experts ou d'hommes de terrain, comme des hommes d'affaires, afin de mener à bien les réformes qu'il envisage. Beatrice Webb, l'une des figures fondatrices de l'idéologie travailliste, souligne cette originalité dans son journal en mars 1917 :

Whitehall is seething. The permanent officials, who in pre-war times lived demure and dignified lives, mildly excited here and there by departmental jealousies, are now fighting desperately for control. Each

department has been handed over to the “interest” with which it is concerned. In that way our little Welsh attorney thinks you combine the least political opposition with the maximum technical knowledge.  
[WEBB (1984) : 276]

Elle poursuit en donnant des exemples de cette façon de diriger le gouvernement : le *Board of Trade* est contrôlé par les armateurs, le *Food Controller* est épicier de gros et un agent foncier est à la tête du *Board of Agriculture*. DLG se distingue donc des hommes politiques de son époque par son esprit d'indépendance.

De ce fait, DLG incarne un nouveau style politique. Il centralise en effet le pouvoir, ce qui est alors assez novateur, se voyant même parfois comparé à un dictateur, ce que souligne Paul Adelman, dans son ouvrage *The Decline of the Liberal Party 1910-1931* : « He still tried to act as the ‘War Dictator’ – arrogant, domineering and independent, he ignored and seemingly despised the House of Commons, and indeed some of his own ministers » [ADELMAN 1995 : 33]. Déjà en tant que ministre de l'Armement, il met en place un ministère totalement autonome, indépendant du *War Office*. Il prend ses fonctions dans les jardins de Whitehall, n'ayant à sa disposition qu'une table et deux chaises, l'une pour lui et l'autre pour sa secrétaire. À son départ deux ans plus tard, le ministère emploie 12 000 personnes, chiffre qui atteindra 65 000 en 1918.

Il conserve le même style politique lorsqu'il devient Premier ministre de guerre en 1916 et opère une véritable présidentialisation du pouvoir. Il décide très vite de créer un cabinet composé de cinq hommes et introduit deux innovations. Le *Cabinet Office* devient une machine utilisée par le gouvernement, permettant d'étendre le contrôle du Premier ministre à tous les ministères, tant civils que militaires. En outre, il met en place un secrétariat du Premier ministre à Downing Street, rapidement surnommé le « Garden Suburb » car il opère dans un premier temps dans des cabanes installées au fond des jardins. DLG s'entoure donc de ses propres conseillers personnels. Kenneth O. Morgan, qui a beaucoup étudié la carrière du Premier ministre, insiste dans son ouvrage *Dictionary of National Biography* sur la révolution provoquée par le mandat du Gallois : « Lloyd George's regime as wartime prime minister was without precedent. It marked a political and constitutional revolution as a new leviathan of state power was created. [...] He seemed to be turning the premiership into something like the American presidency » [MORGAN 2004 : 903]. Il adopte donc un style présidentiel de gouvernance, à l'américaine, ce qui ne manque pas de surprendre ses collègues, davantage habitués à collaborer avec le Premier ministre. Toute figure politique exceptionnelle se détache des autres au

détriment de son propre parti. C'est sa personnalité même qui domine la scène politique de l'époque.

DLG est certes le premier Premier ministre du XX<sup>e</sup> siècle à gouverner de la sorte, mais peut-être pas le dernier puisque Hugh Purcell n'hésite pas à dresser un parallèle entre le Premier ministre libéral et Tony Blair, Premier ministre travailliste entre 1997 et 2007. Ce dernier, lors d'une conférence donnée devant la *Fabian Society* en 1995 dans laquelle il pose les fondations du *New Labour* et intitulée *Let Us Face the Future*, fait l'éloge du Nouveau Libéralisme de DLG :

The New Liberals were both liberals with a small "l" and social democrats, living on the cusp of a new age... Their intellectual energy drove the 1910 government that legislated for improved working conditions, an embryonic welfare state and progressive taxation. They recognised that socially created wealth could legitimately be used for social purposes, even if this required changes in the existing order of property rights... It was a credo of social reform and state action to emancipate individuals from the vagaries and oppressions of personal circumstances... Democratic socialism in Britain was indeed the political heir of the radical Liberal tradition. [BLAIR 1995 : 130]

Il reconnaît lui-même l'héritage laissé par les Nouveaux libéraux. Selon Hugh Purcell, les deux hommes possèdent le même style politique, et sont donc accusés de mépriser la constitution britannique en imposant une forme présidentielle de gouvernance, d'avoir recours à leurs propres conseillers au lieu de s'appuyer sur le personnel des différents ministères, de délaissé leur parti afin de promouvoir leur vision personnelle. À ses yeux, DLG et Tony Blair sont tous deux de très bons orateurs mais peu présents au Parlement, en tout cas pas plus que nécessaire. Ils sont plutôt interventionnistes en matière de diplomatie, et se considèrent comme les défenseurs de la démocratie sociale plutôt que d'une tradition de parti. Enfin, tous deux sont admirés et loués pour avoir modernisé leur parti et introduit des réformes majeures—Tony Blair s'attaquera aussi à la Chambre des Lords—avant d'être décriés et finalement poussés à la démission. L'ancien producteur de la BBC rapproche ainsi le Nouveau libéralisme et le *New Labour*.

En conclusion, longtemps admiré, puis profondément détesté, même au sein de son propre camp, DLG a néanmoins introduit des réformes qui ont profondément transformé la société britannique et affecté le quotidien des gens. Son retour à la tête du parti en 1926 marque, selon certains historiens comme Hugh Purcell, le retour des idées et de l'innovation, en

grande partie grâce à son énergie et sa détermination. Il concocte en effet le plus important programme politique de l'entre-deux guerre par la publication de documents surnommés le Livre Vert (*The Land and the Nation*, 1925), le Livre Jaune (*Britain's Industrial Future*, 1928) et le Livre Orange (*We Can Conquer Unemployment*, 1929). Ce programme aurait inspiré Franklin Roosevelt lors de l'élaboration de son *New Deal* dans les années 1930 et Clement Atlee après la Seconde Guerre mondiale. DLG souhaitait utiliser l'État comme un instrument pour réduire les inégalités économiques, et donc ajouter la justice économique à la justice sociale. Héros ou traître, c'est certainement une question de point de vue. Mais le petit avocat gallois n'était-il pas tout simplement un visionnaire incompris de son époque ?

### *Références*

- BLAIR, Tony. *Let Us Face the Future*, Fabian Pamphlet. Labour Party: 1995.
- BUTLER, Lawrence & JONES, Harriet (eds). *Britain in the Twentieth Century. A Documentary Reader. Vol. I 1900-1934*. London: Heinemann, 1994.
- CAMPBELL, John. *Lloyd George, The Goat in the Wilderness 1922-1931*. London: Jonathan Cape, 1977.
- CAPET, Antoine & MONACELLI FARAUT, Martine (dir.) *Le Parti libéral en Grande-Bretagne, 1906-1924. Revue française de civilisation britannique* 16-2. Paris : Presses Sorbonne Nouvelle, 2011.
- DANGERFIELD, George. *The Strange Death of Liberal England*. London: MacGibbon & Kee, 1966 (1935).
- GRIGG, John. *Lloyd George: From Peace to War 1912-1916*. London: Methuen, 1985.
- GRIGG, John. *The People's Champion 1902-1911*. London: Penguin, 1997 (1978).
- MORGAN, Kenneth O. *The Age of Lloyd George: The Liberal Party and British Politics, 1890-1929*. London: Allen&Unwin, 1978.
- MORGAN, Kenneth O. "Lloyd George". *Dictionary of National Biography*. Oxford: University Press, 2004.
- PACKER, Ian. *Liberal Government and Politics, 1905-15*. Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2006.
- PUGH, Martin. *Lloyd George*. London: Longman, 1988.
- PURCELL, Hugh. *Lloyd George. The 20 British Prime Ministers of the Twentieth Century Series*. London: Haus Publishing, 2006.

ROWLAND, Peter. *David Lloyd George*. London: Macmillan, 1976.

SEARLE, G. R. *The Liberal Party. Triumph and Disintegration (1992), 1886-1929*. London: Palgrave, 2001.

TURNER, John. *British Politics and the Great War. Coalition and Conflict, 1915-1918*. Londres & New Haven: Yale University Press, 1992.

WEBB, Beatrice. *The Diary of Beatrice Webb, Vol 3*. London: Virago, 1984.

WILSON, Trevor. *The Downfall of the Liberal Party, 1914-1935*. London: Collins, 1966.